

Sommaire

- Un mot de la Directrice **1**
- Propriété intellectuelle, accès aux médicaments et droits humains **2**
- Agriculture, commerce et droits humains **3**
- 3D: Mettre en place des coalitions et promouvoir des approches fondées sur la collaboration **4**
- Publications de 3D **5**
- Site Internet de 3D **6**
- Présentations, Formations et Partage de l'information **6**
- Comptes et rapport de l'auditeur **7**
- L'équipe de 3D **10**

→ Un mot de la Directrice

L'année 2004 a constitué la première année de pleine existence de 3D et nous sommes très heureux d'avoir pu réaliser les deux principaux objectifs que nous nous étions fixés pour cette année. Nous avons pu, tout d'abord, démontrer avec succès que le cadre de protection des droits humains peut servir d'outil pour exiger des règles commerciales plus justes et plus équitables. Deuxièmement, nous avons consolidé les bases de 3D afin d'en assurer la viabilité et l'efficacité, notamment en diversifiant nos sources de financement.

Le lancement, en février 2004, de notre site Internet a été pour nous un tournant car c'est grâce à cet outil que nous parvenons à atteindre notre objectif de rendre nos travaux accessibles à un large public dans le monde entier. Ce site fait tellement partie de notre mode de travail qu'il est difficile d'imaginer qu'il y a un an à peine nous ne bénéficions pas d'un tel outil!

La publication, en décembre 2004, du Guide Pratique sur l'OMC a représenté une autre étape charnière. Les organisations FORUM-ASIA et 3D attendaient, depuis plus de trois ans, la publication d'un tel Guide. Notre travail a été récompensé par l'intérêt qu'a suscité cette publication: plus d'une vingtaine de journalistes locaux et internationaux ont assisté au lancement de ce Guide Pratique, ce qui lui a permis de bénéficier d'une couverture médiatique tant dans la presse écrite qu'à la télévision. De plus, les ventes et autres demandes concernant ce Guide continuent de dépasser nos attentes ce qui confirme le besoin d'une information plus précise et mieux ciblée en matière de politique commerciale.

Lorsque l'organisation 3D a été créée, nous pensions axer notre travail principalement sur l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Conscients, cependant, de l'importance croissante des accords commerciaux bilatéraux et régionaux, nous avons décidé d'élargir nos préoccupations afin d'étudier les accords bilatéraux ainsi que la façon dont les règles de l'OMC sont appliquées au niveau national. Nous nous sommes notamment penchés sur le rôle joué par l'assistance technique dans la promotion d'une législation commerciale nationale qui ne respecte pas les droits humains. Afin que notre travail demeure d'actualité, en 2005 nous comptons aussi entamer un programme de travail sur les implications qu'ont sur les droits humains les politiques commerciales promues par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Les outils fournis par les mécanismes de contrôle et de responsabilisation des droits humains demeurent indispensables dans tous les aspects de notre travail. Tout au long de l'année 2004, nous avons maintenu des contacts très étroits avec les organes de supervision des traités de protection des droits humains des Nations Unies ainsi que d'autres mécanismes onusiens tels que le Rapporteur spécial sur le droit à la santé.

3D est une petite ONG. Il est ainsi important pour nous de collaborer avec d'autres organisations, particulièrement car 3D n'a pas pour ambition de devenir une grande institution. Nous sommes heureux que nos activités nous aient permis de devenir



Caroline Dommen,
Directrice de 3D.

un acteur à part entière des réseaux réunissant les groupes et les personnes qui s'occupent, à Genève, des questions commerciales et des sujets qui y sont liés. 3D a, par exemple, joué un rôle essentiel en coordonnant la participation de la société civile lors de la phase préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui s'est tenue à São Paulo en juin 2004 et elle a participé activement aux réunions des groupes basés à Genève qui travaillent sur les règles mondiales de propriété intellectuelle. Nous participons également activement à des réseaux de droits humains tels que le Sous-groupe pour la promotion du droit à la santé des enfants et avons continué de jouer un rôle moteur au sein du Réseau international des droits économiques, sociaux et culturels.

Maintenant que cette année s'achève, nous réalisons tout ce que nous avons réussi à accomplir, en dépit d'un budget modeste et d'une petite équipe! Rien de tout cela n'aurait été possible sans le travail formidable accompli par tous les salariés et stagiaires de 3D, ni sans le soutien et les conseils des membres de notre Assemblée générale et de notre Comité, ou sans la confiance de nos bailleurs de fonds. Je remercie toute l'équipe de 3D pour avoir fait de l'année 2004 une année si fructueuse et gratifiante pour notre organisation.

Caroline Dommen

→ Propriété intellectuelle, accès aux médicaments et droits humains

Financé par Oxfam Grande-Bretagne, la Rockefeller Foundation et le Ministère des Affaires étrangères de Finlande.

L'objectif du travail que 3D mène dans ce domaine est de responsabiliser les acteurs concernés quant à l'obligation qu'ils ont d'assurer un accès aux médicaments afin de respecter les droits humains.

Cette action s'appuie principalement sur les «Rapports pays» qui ont pour but d'étudier, dans chacun des pays examinés, les répercussions qu'ont les règles commerciales relatives à la propriété intellectuelle sur l'accès aux médicaments ainsi que leur impact sur le respect des droits humains. En 2004, 3D a publié des Rapports sur le Botswana, le Danemark, l'Équateur, le Salvador, l'Italie, l'Ouganda et les Philippines.

Les Rapports pays ont plusieurs objectifs. Ils visent tout d'abord à analyser les différents aspects de certaines pré-occupations relatives aux droits humains qui se posent en matière commerciale afin de permettre aux militants des droits humains de mieux mesurer les répercussions de ces règles commerciales sur le respect des droits fondamentaux. Nos rapports ont également été conçus dans le but d'attirer l'attention des organes de supervision des traités de protection des droits humains quant aux répercussions qu'ont les questions commerciales sur les droits humains et de les encourager à soulever de manière systématique ces questions auprès des États parties. Le Comité des droits de l'enfant et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) ont, sur la base de nos Rapports, recommandé aux États d'évaluer l'impact de toute nouvelle règle commerciale relative à la propriété intellectuelle sur l'accès aux médicaments bon marché.

Ces «Rapports pays» se sont également révélés utiles pour les militants des droits humains, en ce qu'ils offrent un cadre d'analyse possible pour étudier les répercussions des règles commerciales sur les droits humains. Ils ont été utilisés sur des sites Internet, dans le cadre d'enseignements et ont servi de modèle à d'autres «Rapports pays» similaires touchant à ces questions.

Pour lire ces «Rapports pays» et les recommandations des organes de supervision des traités de protection des droits humains, visitez: <www.3dthree.org/fr/page.php?IDpage=23&IDcat=5>

Les recommandations de ces organes de supervision se sont à leur tour révélées utiles pour les défenseurs des droits humains, pour ceux qui luttent en faveur de l'accès aux médicaments et pour tous ceux qui font campagne pour l'établissement de règles commerciales justes et équitables. Par exemple, plusieurs organisations non-gouvernementales en Équateur ont pris appui sur les recommandations du CESCR dans le cadre de la campagne nationale qu'ils ont lancée pour dénoncer la mise en place de règles trop strictes en matière de propriété intellectuelle dans leur pays. De même, dans un communiqué de presse amplement diffusé, le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à la santé s'est appuyé sur ces mêmes recommandations pour souligner à quel point il était important de veiller à ce que les règles commerciales facilitent l'accès aux médicaments. En outre, plusieurs négociateurs commerciaux cherchent actuellement les moyens d'utiliser ces recommandations lors de futures négociations commerciales. Des organisations de grande envergure telles que Médecins sans frontières (MSF) et Amnesty International figurent parmi les autres organisations qui ont marqué leur intérêt pour ces recommandations qui constituent un nouvel outil de protection des droits humains.

Pour plus d'informations sur le projet de 3D relatif à la propriété intellectuelle, à l'accès aux médicaments et au respect des droits humains, visitez: <www.3dthree.org/fr/page.php?IDpage=14&IDcat=4>

L'un des objectifs du travail que nous avons entrepris était de démontrer, aux groupes qui militent déjà en faveur de règles commerciales équitables ou qui font campagne pour l'accès aux médicaments, que le cadre de protection des droits humains offre des outils pratiques et efficaces pour exprimer leurs préoccupations. Nous sommes donc heureux de constater que, sur la base de notre travail, d'autres groupes nationaux dans le monde s'adressent maintenant directement aux organes de supervision des traités. C'est ainsi que, par exemple, le groupe Thai FTA Watch prévoit de présenter des Rapports aux organes de supervision des traités de protection des droits humains quant aux engagements souscrits par la Thaïlande en matière de propriété intellectuelle dans le cadre de la négociation de «traités de libre échange» avec d'autres pays, notamment les États-Unis.



Davinia Ovet, responsable de Programmes et coordinatrice du travail de 3D sur la propriété intellectuelle et les droits humains.

Ce sont les actions, moins visibles, mais non moins essentielles, entreprises par 3D qui ont permis à ces recommandations d'être mises en œuvre au niveau national. Notre organisation a notamment diffusé ces recommandations par courriel et par l'intermédiaire des autres réseaux auxquels 3D participe; elle a assuré le suivi de ces recommandations auprès de groupes nationaux et a rencontré des membres d'organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'UNAIDS ainsi que des représentants d'ONG ou d'autres groupes.

Félicitations pour votre travail. J'ai entendu beaucoup de commentaires positifs sur 3D récemment.
Jennifer Brant, Oxfam International

Vers la fin de l'année 2004, 3D a commencé à élargir le champ de son activité relative à la propriété intellectuelle et aux droits humains. Nous avons notamment commencé à examiner avec d'autres les moyens de renforcer les résolutions annuelles de la Commission des droits de l'homme portant sur les droits de l'enfant, et sur l'accès aux médicaments. Nous avons également élargi le champ de notre action en examinant au sens plus large la question des droits humains et de la propriété intellectuelle, pour nous aligner sur d'autres initiatives menées par des groupes de la société civile et des pays en développement visant à mettre en place un programme d'action en faveur du développement

au sein de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et à faciliter l'accès aux connaissances (Access to Knowledge).

3D a notamment joué un rôle moteur auprès du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) lors de l'élaboration du projet d'Observation générale relatif à la protection des intérêts moraux et matériels des auteurs. 3D¹ a été impliquée dans les travaux du CESCR touchant à la propriété intellectuelle et aux droits humains depuis que ce Comité a commencé à étudier cette question en 2000 et nous tenions ainsi particulièrement à prendre part aux travaux du Comité vers l'élaboration de ce projet d'Observation générale. Nous avons, en particulier, eu le sentiment que nous pouvions jouer un rôle de liaison entre les experts en propriété intellectuelle et les professionnels des droits humains dont beaucoup ont fait appel à nous pour des conseils ou pour que nous facilitions des échanges d'expertises. À cette fin, 3D a organisé une rencontre informelle dans le cadre de la Conférence sur le futur de l'OMPI, en septembre 2004. Bien que le membre du Comité responsable de la rédaction de cette Observation générale n'ait pu participer à cette rencontre, celle-ci a permis un échange utile d'informations et d'expertise entre les membres du CESCR et des experts en propriété intellectuelle. 3D a également diffusé des informations quant au contenu de cette Observation générale et à son processus de rédaction à destination des nombreux groupes basés en dehors de Genève qui nous avaient contactés pour obtenir des informations à ce sujet.

→ Agriculture, commerce et droits humains

Financé par le Département fédéral des Affaires étrangères suisse (Profil politique sur le coton), l'Agence suisse pour le Développement et la Coopération (THREAD, Note d'information sur l'agriculture, le commerce et les droits humains) et la Friedrich Ebert Stiftung, la Heinrich Boell Foundation, la mission des Pays-Bas à Genève, la Polden Puckham Charitable Foundation, Rights & Democracy et le AW.60 Trust (Atelier sur l'agriculture et les droits humains).

Le travail mené par 3D sur les questions agricoles vise à permettre aux militants des droits humains de participer de manière efficace en faveur d'un système agricole international plus juste.

Au début de l'année 2004, 3D a publié en collaboration avec l'*Ethical Globalization Initiative* un Profil politique qui étudie les répercussions des subventions cotonnières des pays riches sur les droits des petits producteurs en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le but de cette publication était de démontrer que les pays qui versent de telles subventions ont des obligations juridiques qui vont au-delà de leurs obli-

¹ Avant la création de 3D → Trade - Human Rights - Equitable Economy, ce travail était mené par 3D Associates.

gations commerciales et qui consistent à s'abstenir de mettre en œuvre des politiques nationales qui portent atteinte aux moyens d'existence d'autres personnes, même si celles-ci vivent dans d'autres pays. Ce document a été publié en mai 2004 en anglais, en français et en espagnol. Le Profil politique a été diffusé lors de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) ainsi qu'à des délégations gouvernementales et des ONG basées à Genève.

Pour lire le Profil politique sur le coton, visitez: www.3dthree.org/fr/page.php?IDpage=27&IDcat=5

*Ce que vous faites est fantastique.
Veuillez me tenir au courant de vos activités.
Ken Wilson, Directeur exécutif,
Le Christensen Fund*

À la mi- 2004, 3D a décidé de lancer un programme d'action de plus grande envergure dans le domaine de l'agriculture, du commerce et des droits humains. La première étape de ce projet a consisté à organiser un Atelier intitulé «Intégrer les droits humains dans l'avenir de l'agriculture». Cet Atelier avait pour but de permettre aux défenseurs des droits humains de participer de manière plus active à des campagnes portant sur des politiques relatives au commerce agricole. Cet Atelier a été organisé en collaboration avec les initiateurs d'une importante conférence sur le commerce des produits agricoles qui se tenait à Genève cette même semaine et qui réunissait des membres de la société civile. Il a donc permis aux participants d'identifier des opportunités de collaboration et de nouer des alliances entre défenseurs des droits humains et militants de la société civile en vue de l'établissement d'un système agricole international plus équitable et compatible avec les droits humains.

Pour lire le rapport de l'Atelier, visitez: www.3dthree.org/fr/page.php?IDpage=21&IDcat=5

Sur la base des suggestions émises par les participants à l'Atelier et par d'autres personnes intéressées par le sujet, mais qui n'avaient pas pu y participer, 3D a élaboré un plan d'action qui comprenait la mise en œuvre d'un projet d'une durée d'un an consacré à l'agriculture, le commerce et les droits humains. Nous avons reçu des financements qui nous ont permis de commencer ce travail en élaborant une Note d'information sur l'agriculture, le commerce et les droits humains, qui a été publiée en mars 2005. Nous sommes par ailleurs en train de rechercher des financements pour mener à bien d'autres études sur l'agriculture, que nous prévoyons d'entreprendre à la mi-2005. Nous collaborons également avec le *Center of Concern* (Centre de Concerne), basé à Washington DC, sur un aspect séparé du projet. L'objectif est d'étudier la façon dont les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale, cherchent à accélérer la libéralisation du commerce agricole, parfois parfois au détriment du respect des droits humains. Ce travail vise à permettre aux défenseurs des droits humains de réagir plus efficacement face à des pratiques qui sont incompatibles avec les droits humains.

→ 3D: Mettre en place des coalitions et promouvoir des approches fondées sur la collaboration

Projet financé par notre budget principal, assuré par le Joseph Rowntree Charitable Trust et le Département fédéral des affaires étrangères suisse.

3D attache une grande importance aux approches favorisant la coopération et la mise en place de coalitions. Nous cherchons, à travers l'ensemble de nos actions, à construire et faciliter la mise en place de coalitions et la collaboration entre des défenseurs des droits humains, des organisations agissant en faveur du développement ainsi que tous ceux qui œuvrent pour la mise en place d'une économie équitable. En 2004, nous avons participé activement à des coalitions et des caucus rassemblant des défenseurs des droits humains, des groupes militant en faveur du développement ainsi que des professionnels du commerce.

3D a, par exemple, joué un rôle moteur dans la coordination de la participation de la société civile lors de la phase préparatoire de la XIème Conférence de la CNUCED (CNUCED XI), qui s'est tenue au Brésil en juin 2004. Il s'agit d'une rencontre internationale qui se tient tous les quatre ans pour définir le mandat et les principes d'action de cette organisation. 3D a joué un rôle très actif dans la contribution apportée par la société civile lors de la phase de préparation de cette Conférence. 3D a ainsi été le principal organisateur de la réunion finale préparatoire de la société civile, et a réussi à proposer un format novateur pour la tenue de cette rencontre, laquelle a pris la forme d'une table ronde plutôt que d'une conférence, comme c'est le cas habituellement. La table ronde a rassemblé des militants comme José Bové de *Via Campesina* et Martin Khor de *Third World Network* ainsi que des délégués gouvernementaux de la CNUCED. Par le rôle actif qu'elle a joué, 3D a ainsi contribué à la création d'un forum permettant à la société civile de soulever, lors de la CNUCED XI, des questions importantes relatives au développement, et de travailler de façon à faire en sorte que ces questions soient reflétées dans les résultats des négociations. Par exemple, la CNUCED XI a mis en place une nouvelle équipe spéciale internationale indépendante sur les produits de base, dont la création avait été recommandée par des groupes issus de la société civile et des pays en développement.

En outre, en tant qu'unique organisation de défense des droits humains ayant participé à la préparation de la CNUCED, 3D a joué un rôle de liaison en informant, de manière régulière, les organisations de défense des droits humains sur la préparation de la CNUCED ainsi que sur le déroulement de la conférence elle-même. Elle leur a également indiqué des moyens pour participer utilement à ces débats.

3D a également encouragé de manière active la création d'un Groupe de travail sur le commerce international, les finances et l'investissement au sein du Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels (ESCR-

3D dans les medias

Au cours de l'année 2004, nous avons bénéficié d'une couverture médiatique élogieuse aussi bien dans la presse locale qu'internationale. Parmi les articles et reportages qui nous ont été consacrés, on peut mentionner:

L'entretien avec la Directrice de 3D, Caroline Dommen, publié par le magazine suisse, *Trajectoires* et intitulé «*Faut-il avoir peur de l'OMC?*»

L'article détaillé publié par le *Bureau of National Affairs* (BNA) International Trade reporter sur l'action de 3D dans le domaine des droits humains et de l'accès aux médicaments, intitulé: '*Rights Groups Say US Use of Bilaterals Impairs Transparency, Access to Drugs*'.

Le reportage diffusé par Léman bleu, une station de télévision genevoise, lors de la publication du Guide pratique sur l'OMC en décembre 2004 et qui comprenait un entretien avec les membres de 3D.

L'Agence de presse de Kuwait (KUNA) a publié un article intitulé 'A new Guide to the WTO designed for human rights advocates'

Plusieurs articles consacrés aux activités et aux publications de 3D, publiés par *La Tribune de Genève* durant l'année 2004.

3D va continuer à développer sa stratégie de communication auprès des médias durant l'année 2005 de façon à mieux informer le public sur son travail.

Net). Ce réseau, auquel participent des centaines de défenseurs des droits humains dans le monde entier, bénéficie déjà d'une liste de messagerie des personnes intéressées par les questions relatives au commerce international et à l'investissement. 3D en est l'un des participants les plus actifs. Cette liste de messagerie permet de diffuser en temps utile aux défenseurs des droits humains des informations pertinentes sur les questions touchant au commerce. Cela a permis aux groupes intéressés d'intégrer ces questions dans leur propre travail ou de les soulever auprès de leurs gouvernements respectifs.

Dans un autre registre, 3D joué un rôle auprès des ONG locales, par exemple en partageant son expertise quant aux conditions juridiques et administratives requises pour l'immatriculation des ONG en Suisse avec des personnes désirant créer une ONG ou voulant modifier le statut juridique de leur organisation pour se conformer aux règles de la loi helvétique.

→ Publications de 3D

En 2004, notre publication la plus importante a été le **Guide Pratique sur l'OMC** destiné aux défenseurs des droits humains. Ce document a été publié en décembre 2004, en collaboration avec FORUM-ASIA, et financé par le Fonds de solidarité de l'État de Genève. Ce Guide est l'aboutissement de plus d'un an de travail par l'équipe de 3D, des consultants et des conseillers au projet. Ce Guide a reçu un accueil favorable, aussi bien de la part de défenseurs des droits humains et des médias que du public en général. Depuis sa publication, de nombreux groupes se sont adressés à 3D afin d'explorer la possibilité d'adapter le Guide de façon à ce qu'il puisse être utilisé dans d'autres régions du monde. D'autres ont exprimé le souhait qu'il soit traduit dans d'autres langues. 3D va, au cours de l'année 2005, explorer les moyens de répondre à ces demandes, de préférence en partenariat avec des organisations locales.

Une approche latino-américaine du Chapitre 4 pourrait s'avérer très utile pour les pays des Andes. Je travaille déjà à la traduction de la version actuelle en espagnol. Je vous remercie d'avoir autorisé cette traduction.

Umberto Mazzei. IREI-Genève.

Pour obtenir de plus amples informations sur le Guide Pratique, et lire certains de ses chapitres, visitez: www.3dthree.org/fr/complement.php?IDcomplement=36&IDcat=4&IDpage=14

Parmi les autres publications en 2004 figurent notamment:

Le Botswana: les répercussions des accords commerciaux qui réglementent la propriété intellectuelle et le commerce des services sur les droits de l'enfant, septembre 2004.

Migrants' Human Rights: Could GATS Help? juillet 2004, qui sera publié par *Migration Information Source* en 2005.

Explication du jargon: glossaire des termes utilisés dans le commerce international, publié en Anglais, juillet 2004.

Profil politique sur les politiques de production et d'exportation du coton des USA et de l'UE et leur impact sur les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre – Prendre en compte les obligations internationales relatives aux droits humains, mai 2004.

The WTO, International Trade, and Human Rights, février 2004, à paraître dans Michael Windfuhr (dir.), *Mainstreaming Human Rights in Multilateral Institutions*, en 2005.

Le Salvador: Les répercussions des accords commerciaux qui réglementent la propriété intellectuelle sur l'accès aux médicaments et les droits de l'enfant, février 2004.

Pour accéder à ces textes ainsi qu'à d'autres publications de 3D, veuillez vous rendre sur les pages suivantes de notre site Internet: <www.3dthree.org/fr/pages.php?IDcat=5> et <www.3dthree.org/fr/pages.php?IDcat=12>

Les activités que vous menez sont formidables. Je veux les utiliser à titre d'illustration d'une contribution exemplaire de la société civile lors de la conférence que je vais donner à la fin de la semaine à l'American Political Science Association.
Adele Simmons

→ Site Internet de 3D

Notre site Internet est devenu notre principal outil de partage et de diffusion d'informations. Nous y annonçons les événements que nous allons organiser et nous y plaçons l'ensemble de nos publications afin de les rendre accessibles à tous. Nous cherchons, autant que possible, à diffuser sur notre site le texte des présentations effectuées par les membres de 3D. Nous cherchons à faire en sorte que l'ensemble de nos travaux soit disponible en trois langues: anglais, français et espagnol, même si le manque de ressources limite parfois notre capacité à effectuer des traductions dans les trois langues.

Actuellement, notre site Internet est mis à jour au moins toutes les deux semaines, de façon à inclure les nouveaux

travaux effectués, et nous prévoyons de continuer à faire les mises à jour au moins tous les quinze jours à l'avenir. Nous allons également améliorer sous peu les sections présentant nos activités, en proposant des liens vers des sites externes, et en présentant des travaux de recherche qui analysent la façon dont les défenseurs des droits humains prennent en compte les questions relatives au commerce.

La section consacrée à «l'Explication du jargon» (qui est un glossaire des termes employés actuellement dans le commerce international) est l'une des pages de notre site Internet qui est visitée avec le plus de régularité. Chaque mois, les sections de notre site qui suscitent le plus grand intérêt sont celles qui présentent des publications récentes ou qui annoncent des événements à venir.

→ Présentations, Formations et Partage de l'information

Activités financées principalement par notre budget principal, assuré par le Joseph Rowtree Charitable Trust et le Département fédéral des affaires étrangères suisse.

L'équipe de 3D est ouverte aux demandes émanant de groupes d'étudiants, de professionnels ou d'autres personnes qui nous invitent à participer à des formations ou à faire des présentations sur des questions relatives au commerce et aux droits humains. Nous pouvons effectuer des présentations en anglais, en français et en espagnol. Au cours de l'année 2004, nous avons pu répondre favorablement à la plupart des invitations que nous avons reçues. Ces présentations ont notamment porté sur les thèmes suivants:

En mars, Davinia Ovetv a fait une **présentation sur les effets de l'AGCS (L'Accord général de l'OMC sur le commerce des services) sur les droits humains** devant le Groupe de travail d'ONG auprès du Comité des droits de l'enfant: Sous-groupe pour la promotion du droit à la santé des enfants, à Genève.

En avril, Caroline Dommen a fait une **allocution visant à promouvoir la coordination et la cohérence entre les droits humains et le commerce**, lors d'une conférence organisée par l'*American Society of International Law*, à Washington DC.

En mai, Caroline Dommen a participé aux **discussions d'un panel consacré au commerce, à la dignité humaine et à la marchandisation de la vie**, lors des manifestations organisées par le Village alternatif dans le cadre du Salon du livre qui s'est tenu à Genève.

En juillet, Davinia Ovetv a participé au Forum Social des Amériques à Quito au cours duquel elle est intervenue dans le cadre de deux tables rondes. La première, intitulée «**Les droits humains: un outil pour étudier les accords de libre-échange**», était organisée par *Rights & Democracy* (Montréal) et le *Centro de Derechos Económicos y Sociales* (CDES-Equateur). La seconde, intitulée «**La lutte pour**

3D: Sur la Toile

De plus en plus de groupes créent des liens Internet sur leur site pour renvoyer à celui de 3D – ce qui nous semble confirmer l'utilité de notre travail. Parmi les organisations qui ont créé de tels liens en 2004 figuraient notamment:

- bilaterals.org
- Bridges Weekly Trade News Digest, ICTSD
- Citizens Trade Campaign
- Consumer Project on Technology (CPTech)
- Choike – A Portal on Southern Civil Societies
- dev-zone – Change for a Just World
- Dignity International
- Eldis – Gateway to development information
- Haut- Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
- Le Réseau d'information des droits de l'enfant (CRIN)
- Le Réseau régional pour l'équité en santé en Afrique australe (EQUINET)
- Wikipedia, l'Encyclopédie Libre

le droit à la santé en Amérique Latine: des systèmes de santé publics et universels pour tous», était organisée par la *Plataforma Interamericana de Derechos Humanos Desarrollo y Democracia* (PIDHDD-Capitulo Colombie) et l'*Asociación Latinoamericana de Medicina Social* (ALAMES).

En septembre, Davina Ovetv a fait une présentation intitulée «*The Impact of Trade-related Intellectual Property Rights on Access to Affordable Medicines and Human Rights*», lors du *NGO Forum for Health*.

En octobre, Caroline Dommen a participé à une réunion du **Groupe consultatif international d'Amnesty International**, consacré aux relations économiques, qui s'est tenue à Londres.

En novembre, Caroline Dommen a enseigné un module sur **la mondialisation et les droits humains** dans le cadre du

Master européen Droits de l'homme et Démocratisation, à Venise.

En novembre, Davinia Ovetv a **présenté le travail de 3D** auprès d'étudiants du cycle du Master sur la mondialisation et le développement durable à l'université de Genève.

En novembre, Caroline Dommen a été l'un des principaux orateurs de la Conférence «*Sustaining a future for Agriculture*», organisée à Genève. Sa présentation était intitulée «**Vers un système alimentaire, juste, durable, fondé sur les droits humains pour établir le contexte de l'agriculture et du commerce international. Un nouveau défi pour les droits humains**».

Pour obtenir de plus amples informations sur les présentations des membres de 3D, visitez: <www.3dthree.org/fr/page.php?IDpage=13&IDcat=5> ou contactez-nous à l'adresse suivante: info@3dthree.org

Comptes et rapport de l'auditeur

→ Rapport de l'auditeur

BUREAU FIDUCIAIRE

Anne-Marie PARINI

ASSOCIATION 3 D
Trade - Human Rights-
Equitable Economy
Maison des Associations
Rue des Savoises 15
1205 GENEVE

Genève le 1^{er} mars 2005

Rapport d'audit à l'Association

3 D - TRADE - HUMAN RIGHTS - EQUITABLE ECONOMY, GENEVE


En notre qualité d'auditeur, nous avons contrôlé la comptabilité et les comptes annuels (bilan, compte de fonctionnement) de votre fondation pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2004.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe à votre comité alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les normes de la profession. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la présentation des comptes, les décisions significatives en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentés.


Bureau Fiduciaire
Anne-Marie PARINI

Annexes: Comptes annuels (bilan totalisant CHF 126'055, compte de fonctionnement).

→ Notes to the Accounts

3D THREE (Trade - Human Rights - Equitable Economy) was founded in Geneva, Switzerland on 21 October 2003 as a non-profit Organisation according to Swiss Civil Code (articles 60 to 79). Article 60 of the SCC stipulates that "Organisations of a political, religious, scientific, artistic, benevolent, recreational or other nature which do not serve a commercial purpose acquire legal personality upon the expression in their statutes of a desire to organize themselves cooperatively." Under article 61 of the SCC, only those Organisations of an industrial or commercial nature are required to inscribe themselves with the Registry of Commerce. While entirely optional, 3DTHREE as a non-profit Organisation, completed inscription with the Registry of Commerce in February 2004.

3D THREE											
Income & Expenses											
(1 January - 31 December, 2004)											
	Finland	Geneva-DEEE	Human Rights and Agriculture Workshop	J Rowntree Charitable Trust	Miscellaneous	Oxfam IP Phase 1	Polden Puckham Charitable Trust	Rockefeller Foundation	Switzerland DPIV	Switzerland SDC THEADS	Total
Income											
Governments	43 954	29 675	6 858						36 500	8 768	125 755
Trusts & Foundations			4 715	101 464	321		3 489	10 215			120 204
NGO			1 972		3 237	11 500					16 709
Publication Sales		851									851
Other			220		1 055						1 275
Interest				21							21
Total Income	43 954	30 526	13 765	101 485	4 613	11 500	3 489	10 215	36 500	8 768	264 815
Expenses											
Personnel	40 242	11 605	2 875	55 057	245	9 081	3 105	9 600	31 909	7 462	171 181
Consultants		12 076							2 000		14 076
Professional Services	1 498	500	1 207	19 473		621			2 450	700	26 449
Representation		60		140	3 263				141	80	3 684
Reports & Publications	33	5 000	2 769	300	50	1 250					9 402
Workshops & Meetings	18	55	6 188	88		43				7	6 399
Fixed Assets				8 547							8 547
Administration	2 163	1 230	726	14 144	15	505	384	615		519	20 301
Fundraising				2 541	1 040						3 581
Governance				1 195							1 195
Total Expenses	43 954	30 526	13 765	101 485	4 613	11 500	3 489	10 215	36 500	8 768	264 815
Balance	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

3D THREE is a private non-governmental body based in Geneva, dedicated to promoting collaboration amongst trade, development and human rights professionals, to ensure that trade rules are developed and applied in ways that promote an equitable economy. It seeks to : promote collaborative efforts between people working to promote an equitable economy; strengthen the capacity of human rights advocates to raise their concerns with trade decision-makers; encourage the use of human rights mechanisms and rules in support of efforts to promote an equitable economy; and ensure accountability of all economic actors.

1 Significant Accounting Policies

3D THREE's principal accounting policies are set out below, where 3D THREE is referred to as the "Organisation".

1.1 Income

Income is accounted for on an accruals basis, recognized on the basis of expenditure incurred. Income received during the year but not spent is recorded in the balance sheet as project current balances. When expenses are incurred in advance of the receipt of income, the income is accrued and recorded in the balance sheet as donor income receivable. Income accruals and deferrals are only made when donor contracts allow the flexible application of income between financial years.

Upon receipt, each contribution is recorded separately under a specific project account. Funds are allocated consistent with the purpose of the contribution, if any (earmarking), described in the funding agreement between the donor and the Organisation.

The table on the next page provides a reconciliation of income received in 2004 on a cash basis, against the income as reported in the statutory accounts:

1.2 Expenditure

Expenditure is accounted for on an accruals basis.

1.3 Foreign currency transactions

The Organisation's accounting records are maintained in Swiss Francs. Transactions denominated in foreign currencies are translated to Swiss Francs at rates of exchange prevailing at the time of the transactions. Account balances denominated in a foreign currency are translated to Swiss Francs at the exchange rates prevailing at year-end. All exchange differences are recorded through the income and expenditure statement.

3D THREE Balance Sheet

(as of 31 December, 2004)

ASSETS	CHF	CHF
Current Assets		
Cash and Bank		
Petty Cash	400	
Bank	75 637	
Total Current/Savings		76 037
Other Current Assets		
Miscellaneous Receivables	20	
Donor Income Receivable	49 723	
Prepayments	275	
Total Other Current Assets		50 018
Total Current Assets		126 055
TOTAL ASSETS		126 055
 LIABILITIES & EQUITY		
LIABILITIES		
Current Liabilities		
Accounts Payable	14 362	
Provision for Audit Fees	2 000	
Payroll Liabilities	7 545	
Total Current Liabilities		23 907
TOTAL LIABILITIES		23 907
 EQUITY		
Project Current Account Balances		
AW.60	862	
J Rowntree	6 498	
Rockefeller Foundation	83 048	
Switzerland SDC - THREADS	11 232	
Unrestricted Reserve	508	
Total Project Current Balances		102 148
TOTAL EQUITY		102 148
 TOTAL LIABILITIES & EQUITY		 126 055

1.4 Fixed assets

Fixed assets are expensed at the time of purchase in accordance with donor requirements.

At 31 December 2004 the Organisation owned the following fixed assets:

	<i>Cost</i>	<i>Accum depn.</i>	<i>Net Value</i>
Computer Hardware	11 285	5 041	6 244
Computer Software	2 626	1 602	1 024
Office Furniture	1 049	542	507
Office Equipment	508	508	0
Total	15 468	7 699	7 769

1.5 Income taxes

While the Organisation is not exempt from cantonal and federal income taxes, no taxable surplus is generated so there is no tax paid.

The Organisation's annual General Assembly, composed of all the members, approve the annual programme of work and budget. Additional information is provided in the annual report on the activities undertaken by the Organisation in 2004.

→ L'équipe de 3D

L'équipe initiale comprenant Caroline Dommen, Stewart Jackson et Davinia Ovetton est toujours en place. Nous avons été rejoints en 2004 par Catherine Saez, qui est Responsable de l'Administration à 3D. Elle a remplacé Sophie Frezza qui nous a aidés jusqu'à ce que nous soyons en mesure d'employer quelqu'un sur le plus long terme. Pendant l'année 2004, nous avons également bénéficié du temps, de l'énergie et de l'expérience de nos stagiaires: Carin Smaller, Aida Diop Diouf, Ana Frischtak et Paulina Salö.

Pour en savoir davantage sur notre équipe, visitez: <www.3dthree.org/fr/complement.php?IDcomplement=7>

3D bénéficie aussi grandement des contributions et des conseils de son Assemblée générale. Nous sommes heureux d'avoir accueilli un certain nombre de nouveaux membres au sein de notre Assemblée en 2004: Celine Charveriat

d'Oxfam International, Malini Mehra du *Centre for Social Markets*, Yash Tandon de la *Southern and Eastern Trade Information and Negotiations Initiative (SEATINI)*, Sisule Musungu du *South Centre*, et Leo Palma du Centre consultatif sur la législation de l'OMC (ACWL).

En 2004, la composition de notre Comité a, pour la première fois, été modifiée. En effet, Brewster Grace ayant cessé ses activités au sein du *Quaker UN Office (QUNO)* et quitté Genève, a démissionné du Comité. Il reste toutefois un membre apprécié de notre Assemblée générale.

Pour en savoir plus sur les membres de notre Assemblée générale et de notre Comité, veuillez consulter la page suivante de notre site Internet: <www.3dthree.org/fr/complement.php?IDcomplement=11>

Collaborateurs de 3D en octobre 2004.
De gauche à droite: Caroline Dommen, Directrice
Aida Diop Diouf, Assistante de Programmes
Paulina Salö, Assistante de Programmes
Davinia Ovetton, Responsable de Programmes
Stewart Jackson, Comptable
Catherine Saez, Responsable de l'Administration



3D → Trade
→ Human Rights
→ Equitable Economy

3D → Trade - Human Rights - Equitable Economy
Maison des Associations
Rue des Savoises 15
1205 Genève - Switzerland
T +41 22 320 21 21 - F +41 22 320 69 48
www.3dthree.org - info@3dthree.org

3D → Trade - Human Rights - Equitable Economy promeut la collaboration entre les professionnels du commerce et du développement et les défenseurs des droits humains, ceci pour assurer que les règles commerciales sont élaborées et appliquées pour promouvoir une économie équitable.

Nos objectifs sont de:

- Promouvoir les collaborations entre ceux et celles qui œuvrent en faveur de la promotion d'une économie équitable,
- Renforcer la capacité des défenseurs des droits humains de faire valoir leurs arguments vis-à-vis des acteurs du commerce international,
- Encourager l'utilisation des mécanismes et des règles de défense des droits humains pour soutenir les efforts visant à la promotion d'une économie équitable, et
- Tenir les acteurs économiques responsables pour les conséquences de leurs actes sur les droits humains.